



Rapport d'activités des Vert-e-s vaudois-es

Exercice juin 2013 – mai 2014

Table des Matières

1. Rapport du Bureau.....p.3
2. Rapport du groupe des Vert-e-s au Grand Conseil.....p.5
3. Rapport de la Conseillère d'Etat.....p.8
4. Rapport des conseillers nationaux
et du Conseiller aux Etatsp.10

Rapport d'activité du Bureau pour l'année 2013-2014

Mise en œuvre de la feuille de route

L'année écoulée fut la première d'une équipe remaniée. Le précédent Bureau ayant très bien préparé la succession, la transition fut aisée. Par ailleurs, la feuille de route élaborée par le précédent Bureau et adoptée en assemblée générale a permis au nouveau Bureau de s'appuyer sur une stratégie cohérente. Il a ainsi commencé à la mettre en œuvre par les mesures suivantes :

En premier lieu, le Bureau a souhaité donner un nouvel élan aux groupes thématiques. Pour ce faire, il a réuni les animateurs et animatrices, d'un commun accord, les mesures suivantes ont été prises :

- 1) Nomination d'une responsable des groupes thématiques au sein du Bureau en la personne d'Anne Baehler Bech
- 2) Organisation d'une rencontre entre député-e-s et animateurs-animatrices
- 3) Mise en place de séances de Comité « carte blanche » durant lesquelles un groupe thématique peut présenter une problématique de son choix
- 4) Information systématique des animateurs et animatrices des nominations des commissions du Grand conseil afin qu'ils et elles puissent si nécessaire prendre contact avec le ou la député-e concerné-e
- 5) Annonce des réunions des groupes thématiques dans l'Hebdomavert

En second lieu, le Bureau s'est attaqué à la question de la communication. Il a ainsi mandaté le groupe thématique Communication pour qu'il lui propose des pistes d'amélioration dans le domaine. Parallèlement, il a lancé le processus d'engagement d'un-e graphiste afin de pouvoir disposer d'une ligne pour la série des trois élections à venir. Le Bureau a également mis en place une liste annuelle des événements auxquels les Verts pourraient prendre part (festivals, dates importantes, etc.) afin de les préparer suffisamment à l'avance.

En dernier lieu, le Bureau a établi une stratégie de constitution de liste pour les élections fédérales ainsi qu'un calendrier y relatif, sur la base des recommandations de la feuille de route. Cette stratégie a été avalisée par le Comité élargi.

Enfin, le Bureau a souhaité alimenter le débat interne et la formation de l'opinion, ce qui s'est traduit par l'organisation systématique de débats contradictoires lors des prises de position relatives aux votations en Comités.

Activités internes aux Verts

Lors de l'année écoulée, le Bureau s'est réuni 20 fois, a siégé de manière élargie (Bureau + chef du groupe des député-e-s et conseillère d'Etat) 6 fois, a organisé 7 Comités et 2 réunions des président-e-s de section.

Le Bureau a coordonné les récoltes de signatures des différentes initiatives auxquelles les Verts participent et a mis en place de la publicité via les réseaux sociaux lors des votations (Gripen et Sauver Lavaux) et suite à l'acceptation de l'initiative UDC du 9 février (recrutement). Il a également coordonné différents événements tels que le 24 janvier, la Saint-Valentrain ou l'action « fruits et légumes de saison ».

Il a appuyé le groupe de La Tour-de-Peilz lors de sa campagne pour la Municipalité et est intervenu deux fois dans des sections pour faire office de médiation.

Relations avec d'autres organisations

Le Bureau a participé à trois « Trèfles », réunions regroupant les président-e-s, secrétaires généraux, chefs de groupes, collaboratrices et collaborateurs personnel-le-s et conseillères et conseillers d'Etat de gauche et Verts.

Il a également mis en place une plate-forme RC177 avec les organisations environnementales intéressées. Cette plate-forme est destinée à suivre le dossier de cette nouvelle route et à coordonner un éventuel référendum.

Le Bureau a donné son appui à l'événement organisé par EELV (*Europe Ecologie Les Verts*) et Sortir du nucléaire pour la venue en Suisse de Janick Magne au mois de mars pour parler de son expérience à Fukushima.

Perspectives

La préparation des élections, ainsi que toutes les activités y relatives, vont passablement occuper le Bureau. Par ailleurs, la coordination de la récolte de signatures pour la nouvelle initiative fédérale des Verts, ainsi qu'un éventuel référendum contre la RC177, rempliront aisément les séances bimensuelles du Bureau. Toutefois, ce dernier souhaite aussi voir encore plus loin et prendre le temps de mettre en place la démarche « Vaud 2050 » prévue par la feuille de route.

Précision

Dans le texte ci-dessus, lorsqu'il est question des activités du Bureau, il s'agit souvent des activités de notre secrétaire générale et/ou de notre secrétaire administrative dont le travail est non seulement remarquable mais absolument indispensable et pour lequel le Bureau les remercie chaleureusement.

Pour le Bureau

Martial de Montmollin,
Président

Rapport d'activité du groupe parlementaire des Vert-e-s 2013

Contexte politique

Malgré la capacité remarquable du gouvernement à dégager des compromis en amont des processus parlementaires, la cohabitation entre un Conseil d'Etat à gauche et un Grand Conseil à droite génère encore des débats particulièrement tendus. La majorité du parlement affiche clairement ses intentions, en plombant de façon répétée, les propositions mesurées du gouvernement ou en s'opposant de façon quasi systématique aux interventions venant de la minorité des député-e-s. Cette stratégie qui vise plus à noircir le bilan de la majorité du Conseil d'Etat qu'à défendre un véritable projet de société tend toutefois à s'essouffler. Plusieurs éléments peuvent expliquer ce phénomène : une situation financière saine, des investissements qui touchent une grande partie de la population, un parti de la majorité du parlement transparent (UDC), une cohabitation entre Libéraux et Radicaux (PLR) de plus en plus difficile à gérer au sein d'un même groupe, ... La logique d'opposition systématique montre une fois de plus ses limites et malgré quelques débats houleux teintés de positions dogmatiques (notamment en matière d'aménagement du territoire), les projets avancent et le bilan de cette législature a déjà fière allure.

Dans ce contexte les député-e-s Verts ont été très actifs pour défendre les propositions de la majorité gouvernementale et ont encore accru leur force propositionnelle (cf. interventions).

Représentation dans différentes instances

En date du 1^{er} novembre 2013, le député Philippe Martinet a quitté le Grand Conseil et a été remplacé par Céline Ehrwein-Nihan. Céline est professeure d'éthique à la Haute Ecole d'ingénierie et de gestion à Yverdon-les-Bains. Le groupe tient à relever les qualités humaines et les compétences professionnelles et politiques élevées de Céline.

Travaux 2013-2014

L'ensemble des objets parlementaires traités depuis le 1^{er} janvier 2009 sont archivés ici : <http://www.vd.ch/fr/autorites/grand-conseil/objets-%20archives-des-le-1er-janvier-2009/>

Les député-e-s Verts ont été actifs sur plusieurs fronts. La variété des interventions témoigne de la capacité des Verts à inscrire leur projet de société dans de nombreuses thématiques. On retiendra notamment les interventions suivantes (interpellations, postulats, motions,...), déposées entre le 19 mars 2013 et le 29 avril 2014 ¹.

Gestion des ressources

- Pour une législation en matière de géothermie
- Gaz de schiste et gaz non conventionnel
- Energie nucléaire : plus de transparence dans les « bouquets » proposés par les sociétés vaudoises
- Gestion des déchets d'amiante

Aménagement du territoire

- Mise en œuvre de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire
- Planifications régionales
- Centres commerciaux : des betteraves plutôt que des parkings
- Taxe sur la plus-value
- Rôle du service du développement territorial

¹ Depuis janvier 2013, les interventions vertes sont disponibles sur ce lien : <http://www.verts-vd.ch/documentation/interventions-au-grand-conseil/>

- Pour des espaces publics de qualité
- Non au gaspillage du sol

Mobilité

- H144 et compensations écologiques

Patrimoine

- Conservation du patrimoine architectural et archéologique
- Protection des pâturages

Economie

- Alpes 2020

Santé

- Nuisances sonores

Social

- Médiation école-famille
- Pour une politique du logement adaptée aux ménages monoparentaux
- Logements étudiants
- Violence domestique et places d'accueil
- Prévention du suicide

Droits civiques

- Vote électronique

Education

- Enseignement du créationnisme

Consultations

L'activité parlementaire vaudoise ne pourrait se faire sans le travail préalable des groupes thématiques chargés de rédiger les réponses des Verts vaudois aux consultations cantonales. Une meilleure coordination a d'ailleurs été mise en place pour que les groupes thématiques puissent alimenter plus efficacement le travail des députés. Que tous les groupes thématiques en soient ici remerciés.

Ainsi, les GT ont participé à différentes consultations :

28.03.14 Contre-projet à l'initiative "Stop à la pénurie de logements" et parc locatif vaudois (initiative+loi cantonale)

14.02.14 Loi fédérale sur l'infrastructure des marchés financiers (LMF)

20.01.14 Réprimer durement le vol de données bancaires (initiative parlementaire fédérale)

29.10.13 Révision de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (loi fédérale)

21.10.13 Nouvelle loi vaudoise sur les amendes d'ordre (loi cantonale)

31.08.13 Résidences secondaires

31.08.13 Crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2015

13.08.13 Importation de marchandises dans le trafic touristique (révision de loi fédérale)

15.07.13 Plan des carrières 2013

Comptes 2013

Sur l'année 2013, le gouvernement à majorité rose-verte a démontré sa capacité à maîtriser les charges de fonctionnement et est parvenu à accélérer sa politique d'investissements, en ancrant son action dans le souci des générations futures. La majeure partie de l'excédent financier permet en effet de poursuivre la recapitalisation de la Caisse de pension de l'Etat de Vaud (CPEV), de préfinancer les mesures en faveur des communes et de réduire la dette. Sur les 1,4 milliards que l'Etat s'était engagé à verser à la caisse pour sa recapitalisation, il ne reste que 130 millions, le canton ayant contribué l'année dernière à un apport de 575 millions, complété cette année par 735 millions. Cette situation réduit un des importants risques financiers pesant sur le canton et les générations futures. La dette diminue encore de 310 millions.

Par ailleurs, pour répondre aux différentes réformes fiscales en cours au niveau fédéral, le Conseil d'Etat prévoit une réduction progressive du taux légal d'imposition des sociétés (Confédération, canton et communes) qui atteindra au maximum 16% (13,79% net) en 2020 contre 28,75% (22,33% net) en 2014. Le Conseil d'Etat prévoit parallèlement d'augmenter les allocations familiales et les subsides à l'assurance maladie. Le groupe des Verts au Grand Conseil, a mis en place un groupe de travail pour suivre l'évolution de ce dossier.

Vassilis Venizelos,
Chef de groupe des député-e-s
Verts

Rapport d'activité 2013–2014 de la Conseillère d'État

Les 12 mois qui ont suivi notre dernière assemblée générale ont été remplis en évènements pour le Département que je dirige, évènements parfois difficiles et tragiques.

En juin 2013 nous avons organisé au Palais de Rumine les Assises de la chaîne pénale, qui ont réuni tous les acteurs œuvrant dans le domaine de la sécurité dans notre canton, de la police au service pénitentiaire en passant par l'ordre judiciaire, les procureurs et des spécialistes du monde académique et médical. Le but de ces assises était de renforcer la cohérence et la rapidité de la chaîne pénale.

De nombreuses pistes et recommandations ont été évoquées, visant par exemple la conciliation extrajudiciaire ou les peines substitutives à la privation de liberté, et un groupe de travail fut mis en place pour penser leur concrétisation. L'une de ces recommandations, à savoir le regroupement de tous les services en lien avec la sécurité dans un seul Département, fut concrétisée très rapidement par le Conseil d'État. Depuis le 1^{er} janvier de cette année la Police cantonale, le Service pénitentiaire ainsi que les relations avec l'ordre judiciaire sont réunis avec d'autres services au sein du Département des institutions et de la Sécurité (DIS), que j'ai le plaisir de diriger.

Il a donc fallu, depuis le début de cette année, s'approprier de nouveaux dossiers et thématiques.

Le DIS comprend donc :

- Le Service pénitentiaire (SPEN)
- Le Service des communes et du logement (SCL)
- Le Service juridique et législatif (SJL)
- L'Office des curatelles et tutelles professionnelles (OCTP)
- La Police cantonale (POLCANT)
- Le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM)

SPEN :

La surpopulation carcérale est une fois encore au centre des préoccupations du service. Malgré l'ouverture d'un nombre important de nouvelles places de détention (81 en mai et juillet 2013), celle-ci reste en effet encore inquiétante. Nous poursuivons nos efforts pour tenter de résoudre ce grave problème, en suivant trois axes : Construction de nouvelles places (80 sont en cours de construction dans la plaine de l'Orbe) ; collaboration avec les autres cantons ; collaboration avec les partenaires de la chaîne pénale.

Deux évasions particulièrement violentes (mai et juillet 2013) ont également marqué le service, tout comme le drame de Payerne et l'enquête qui s'en est suivie. Les évasions ont donné lieu à un audit sécuritaire des établissements pénitentiaires, plus du tout adaptés aux exigences du XXI^{ème} siècle.

En décembre 2013 nous avons inauguré l'établissement de détention pour mineurs « Aux Léchaies » à Palézieux, premier établissement du genre en Suisse romande. Il accueillera les premiers jeunes dès le printemps 2014, avec pour but affiché leur réinsertion dans la société.

Enfin, le SPEN a obtenu du Conseil d'État un crédit de 100 millions pour de nouvelles infrastructures. Une planification d'investissement précise sera présentée prochainement, comprenant notamment un centre de soins, rendu indispensable par l'évolution des mesures prononcées par les tribunaux.

SCL :

Un évènement fort pour le service a été la signature, au mois de juin 2013, de l'accord financier passé entre le Conseil d'Etat et l'Union des communes vaudoises, avec à la clé 750 millions de francs en faveur des communes entre 2013 et 2020.

Le service a présenté début mars 2014 un important projet de révision législative concernant le logement, que le Conseil d'État souhaite proposer comme contre-projet direct à l'initiative de l'ASLOCA « Stop à la pénurie de logements ». Nous visons avec ce texte la création de logements à loyers abordables, répondant aux besoins avérés de la population.

Le dossier des fusions de communes a également bien avancé, avec une soixantaine de communes vaudoises engagées dans un tel processus et plusieurs conventions de fusion (Ormons, Sauteruz, Echallens etc.) présentées ces dernières semaines aux populations concernées.

SJL :

Le service a continué tout au long de ces 12 derniers mois à assurer un travail indispensable d'appui juridique aux autres services de l'État, vérifiant notamment la légalité de nouveaux projets législatifs, décrets et autres. De nombreux avis de droit, tel que celui sur les conséquences de la votation du 9 février sur l'immigration, émanent de ce service, qui joue un rôle transversal notoire pour l'État.

Le SJL s'occupe également de répondre à certaines réponses aux consultations fédérales, comme par exemple celle sur la révision du code des obligations.

OCTP :

Suite à des modifications législatives entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2013, l'office a dû faire face ces derniers mois à une importante augmentation du nombre de curatelles qu'il doit traiter directement.

L'OCTP se prépare également à un nouveau changement législatif d'envergure : celui qui, au niveau fédéral, devrait supprimer prochainement l'obligation pour un curateur privé d'accepter un mandat de curatelle. Une étude sur les pistes à suivre pour se préparer à cette mutation, élaborée avec le DSAS et l'OJV, sera présentée au Conseil d'État. D'importants changements auront lieu en matière de locaux, personnel, prise en charge des pupilles etc.

POLCANT :

En janvier, la POLCANT a assuré, avec l'aide de l'armée et de la protection civile, la sécurité de la conférence de paix de Montreux. En mars, j'ai assermenté 59 nouveaux collaborateurs, dont 45 gendarmes et 12 inspectrices et inspecteurs, issus de l'académie de police de Savatan. En avril enfin, j'ai assisté à un exercice grandeur nature organisé avec le SSCM, qui simulait une fusillade dans une école, afin d'entraîner les agents et les secouristes à une telle tragique éventualité.

Plusieurs dossiers d'envergure nous attendent ces prochains mois, en lien notamment avec la prévention ou la péréquation financière.

SSCM :

Avec ce service nous avons eu à traiter, depuis le 1^{er} janvier, un dossier particulièrement important : la réponse à la consultation fédérale sur le plan de stationnement de l'armée. Il s'agit notamment de définir le futur de la caserne de Moudon.

Le SSCM a également poursuivi son travail de mise en place de la réforme de la protection civile baptisée « Agile », avec notamment une présentation du projet final aux communes en ce début d'année.

SDT :

Le Service du développement territorial a rejoint le Département de l'environnement et du territoire au 1^{er} janvier 2014, mais l'année 2013 fut très active. Il s'est agi de préparer le contre-projet à l'initiative « Sauver Lavaux III », ainsi que de présenter et défendre devant une commission du Grand Conseil puis devant le parlement la 3^{ème} adaptation du Plan directeur cantonal. Ce dernier dossier a été particulièrement compliqué, avec une farouche opposition de la majorité parlementaire sur de nombreux points importants, comme le logement ou l'implantation de centres commerciaux. Le compromis trouvé n'atteint pas les objectifs que je m'étais fixés, et je ne peux que constater l'influence de certains lobbies sur une partie du parlement.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte par ce rapport annuel pour remercier l'ensemble de mes collaborateurs pour leur travail indispensable en faveur de la collectivité, et tout particulièrement mon Secrétariat général, qui me soutient et m'accompagne sur tous les dossiers.

Rapport d'activité des conseillers nationaux et du conseiller aux Etats entre juin 2013 et mars 2014

Le thème le plus lourd de l'exercice aura malheureusement été l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse, dont nous avons sous-estimé les chances et qui déploie déjà ses premiers effets désastreux sur notre politique d'accueil, si l'on peut encore utiliser ce terme, sur nos relations extérieures et sur le monde de l'enseignement, bientôt sur notre économie, sans bénéfice notable pour l'écologie. Il s'agira de ne pas renouveler l'erreur avec Ecopop, projet encore plus délétère, déguisé sous des oripeaux écologistes; aux Chambres et dans le public, nous avons aussitôt pris le taureau par les cornes.

Au reste, plusieurs autres sujets majeurs ont agité nos rapports avec l'étranger, d'abord l'accord FATCA et le règlement du différend fiscal avec les Etats-Unis, justifiés sur le fond, juste prix financier de tant d'années de pratique inacceptable des banques suisses, mais très douteux dans la manière de l'imposer, sans réciprocité ni bonne protection des collaborateurs. Enfin, le dossier ukrainien, qui ranime la guerre froide, amène la Suisse à inventer, surtout de par sa présidence de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), une neutralité aussi délicate que très active.

Les dossiers militaires ont aussi été légion. Si l'initiative populaire pour l'abrogation du service militaire obligatoire n'a donné lieu qu'au baroud d'honneur prévisible, la fermeture de casernes et de places de tir offre de meilleures perspectives de réduire des dépenses inutiles et de supprimer des nuisances, notamment à Vugelles-la-Mothe. Surtout, la lutte contre l'acquisition de l'avion de combat Gripen peut constituer la première défaite marquante d'une défense nationale surannée.

Enfin, au croisement de la politique économique extérieure et des droits humains, l'Accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine a donné aux Verts l'occasion de prendre une position en pointe pour des traités plus dignes, sans toutefois bien sûr convaincre le parlement, largement plus favorable au portemonnaie.

Sur les salaires, notre contribution a été très réelle, mais pour un résultat défavorable, tant probablement sur la défense d'un minimum que sur la lutte contre les montants trop élevés (initiative 1:12).

Dans l'ensemble, les dossiers intérieurs spécialement chers aux Verts ont réservé de nombreuses satisfactions, mais aussi des inquiétudes. Ainsi, la Convention d'Aarhus, source de droits d'information et de participation en matière d'environnement, a été approuvée et le processus de sortie du nucléaire poursuivi, bien que le travail en commission soit très difficile : en l'état, nous ne sommes toujours pas parvenus à imposer une limitation de la durée de vie des centrales nucléaires en fonction; de plus, une majorité de la commission de l'environnement a biffé les objectifs de réduction de consommation d'énergie, refusé de se fixer des objectifs plus ambitieux en matière de développement des énergies renouvelables et ouvert la porte aux centrales à gaz. La RPC («Rétribution à prix coûtant» des énergies renouvelables) a été en revanche prorogée par le parlement, avec quelques modifications.

En matière de politique climatique, nous avons en outre été actifs en luttant contre la prospection gazière par fracturation ou fracking (dépôt de plusieurs interventions) et en défendant le développement de l'électromobilité pour les véhicules restant, une fois les indispensables mesures de transfert modal appliquées, notamment grâce au mobility pricing et à la taxation de l'essence. À notre satisfaction, le peuple et les cantons ont refusé la hausse de la vignette autoroutière et accepté le FAIF (Fonds de financement et programme de développement ferroviaires). Plus difficile sera le rejet de la construction d'un second tube routier au Saint-Gothard, si l'on se réfère au début des travaux parlementaires.

L'aménagement du territoire nous a beaucoup occupés, en particulier avec les suites des décisions populaires sur l'initiative Weber et la révision de la Loi sur l'aménagement du territoire. Nous avons exigé que ces deux décisions soient appliquées de manière crédible sur le terrain. Malheureusement, l'ordonnance d'application de la Loi sur l'aménagement du

territoire révisée laisse une large marge de manœuvre aux communes qui souhaitent développer leurs terrains à bâtir, notamment en prenant comme référence un scénario démographique maximal (Suisse à 11 millions d'habitants). Et le projet de Loi sur les résidences secondaires, très laxiste, ne permettra probablement pas de respecter les exigences du nouvel article constitutionnel. Nous avons déjà annoncé que nous lancerions un référendum contre cette loi si, comme c'est à craindre, le parlement ne l'améliore pas fortement. Nous venons d'ailleurs de donner une conférence de presse sur ce thème, en présentant des propositions afin de mieux lutter contre le mitage du territoire et de réaliser une densification respectueuse de la qualité de vie dans les agglomérations.

Nous avons réalisé tout un travail lors de la consultation sur le contre-projet indirect à notre initiative pour une économie verte (révision de la Loi sur la protection de l'environnement). Nos propositions concernent avant tout la fixation d'objectifs crédibles dans la loi et l'adjonction de mesures dans les domaines de l'éco-design, de l'optimisation de la durée de vie des produits (lutte contre l'obsolescence programmée), de la revalorisation ou réutilisation des matériaux avant le recyclage et de l'économie de fonctionnalité.

Le domaine de la santé a vu l'initiative anti-avortement subir une cinglante défaite, le diagnostic préimplantatoire progresser enfin de manière notable, tout comme le soutien à la médecine de famille et le régime de l'ouverture de nouveaux cabinets médicaux. La discussion sur la caisse unique reprend tout juste, mais le résultat est difficile à pronostiquer. Enfin, après l'abandon du deuxième volet de la 6e révision de la LAI (loi sur l'assurance invalidité), un optimisme prudent est de mise pour la sauvegarde des prestations.

La politique pénale a continué à alimenter les discussions de café du commerce, avec la maladroite initiative prétendument anti-pédophiles et la gestion délicate du secteur pénitentiaire, tâche cantonale sous l'œil de la Confédération, dans laquelle les Verts s'efforcent d'allier efficacité et humanité, de conserve avec notre conseillère d'État. Espérons pour terminer que la mauvaise révision totale de la loi sur la nationalité finira par mourir de ses contradictions.

Le travail des élu-e-s Vert-e-s à Berne est différent selon la chambre dans laquelle ils siègent. Adèle Thorens Goumaz et Christian van Singer, faisant partie d'un groupe de quinze au Conseil national, interviennent le plus souvent sur des objets du ressort des commissions parlementaires dans lesquelles ils travaillent ou propres à leurs domaines de compétence. Luc Recordon étant un des deux seuls élus verts au Conseil des États, il est amené à intervenir sur des objets plus variés.

On peut encore ajouter qu'une partie importante de l'engagement d'Adèle Thorens Goumaz passe par son activité de coprésidente des Verts suisses. Divers bilans ont été réalisés à l'occasion de la récente réélection à Glaris de la présidence:

http://www.verts.ch/web/gruene/fr/les_verts/parti/assemblee_delegues/140329_dv.html.

Vous trouverez toutes leurs interventions parlementaires en cliquant sur les liens suivants.

Adèle Thorens:

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/resultate.aspx?collection=CV&gvk_urh_key=PER_3907.

Christian van Singer:

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/resultate.aspx?collection=CV&gvk_urh_key=PER_3924.

Luc Recordon:

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/resultate.aspx?collection=CV&gvk_urh_key=PER_1134.

Les propos tenus devant le Parlement par les mêmes peuvent être retrouvés en cliquant sur les liens suivants.

Adèle Thorens Goumaz:

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/resultate.aspx?collection=AB&gvk_speaker_key=PER_2710.

Christian van Singer:

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/resultate.aspx?collection=AB&gvk_speaker_key=PER_2727.

Luc Recordon:

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/resultate.aspx?collection=AB&gvk_speaker_key=PER_2624

Interventions d'Adèle

14.3086 – Interpellation

Des mesures à la source pour réduire les émissions de pesticides et de micropolluants

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143086

13.5217 – Heure des questions. Question

Micropolluants. Prévenir autant que guérir

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20135217

13.5216 – Heure des questions. Question

Calcul des effets des mesures politiques sur l'empreinte écologique de la Suisse

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20135216

Interventions de Christian

14.5173 – Heure des questions. Question

Prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter l'utilisation des perturbateurs endocriniens

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145173

14.5129 – Heure des questions. Question

Les cuves des centrales nucléaires suisses résisteraient-elles à la fusion du cœur?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145129

14.5105 – Heure des questions. Question

Diminuer l'inquiétante pollution des cours d'eau par des cocktails de pesticides

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145105

14.5011 – Heure des questions. Question

Eviter les mesures cosmétiques dans la comptabilisation des mesures compensatoires liées au Gripen

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145011

14.5004 – Heure des questions. Question

Tout mettre en œuvre pour arrêter l'espionnage des Etats-Unis en Suisse

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145004

14.5003 – Heure des questions. Question

De la clarté sur les affaires compensatoires liées au Gripen en Suisse romande

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145003

14.5002 – Heure des questions. Question

Exiger l'entière transparence sur le financement de la campagne pro Gripen

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145002

14.5001 – Heure des questions. Question

Empêcher que le voyage en Suède du conseiller fédéral Berset ne soit instrumentalisé

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145001

14.3179 – Interpellation

Quelles mesures entend prendre le Conseil fédéral pour rendre plus résistantes les enceintes des plus vieilles centrales nucléaires suisses?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143179

13.5572 – Heure des questions. Question

Fraudes planifiées à la lex Weber?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20135572

13.5335 – Heure des questions. Question

Création d'un registre national des criminels dangereux

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20135335

13.5334 – Heure des questions. Question

Floutage des photos des zones sensibles dans les documents accessibles au public

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20135334

13.5273 – Heure des questions. Question

Définir les principes de conception spécifiques aux réacteurs nucléaires à eau légère

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20135273

13.5215 – Heure des questions. Question

Corriger l'a priori pronucléaire de l'IFSN

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20135215

Interventions de Luc

14.3216 – Postulat

Amélioration de l'"Alerte enlèvement"

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143216

14.3154 – Interpellation

Crédits d'impôt

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143154

14.3106 – Postulat

Notifications et communications aux entreprises européennes détachant du personnel en Suisse

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143106

13.4251 – Postulat

Efficacité de la surveillance en matière financière

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134251

13.4132 – Interpellation

Tarifs postaux d'acheminement des journaux et diversité médiatique

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134132

13.4131 – Interpellation

Retard du paiement par la France d'une rétrocession fiscale pour les travailleurs frontaliers

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134131

13.4130 – Interpellation

Choix opportun de la fermeture de casernes et de places de tir?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134130

13.4129 – Interpellation

Réévaluation des relations de la Suisse avec les Etats-Unis d'Amérique

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134129

13.4061 – Interpellation

Avenir de l'Institut suisse de droit comparé

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134061

13.4000 – Interpellation

Evaluation et révision de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134000

13.3989 – Postulat

Violations de la personnalité dues au progrès des techniques de l'information et de la communication

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133989

13.3786 – Interpellation

Massacre à Achraf

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133786

13.3784 – Postulat

Traçabilité des avoirs bancaires étrangers

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133784

13.3765 – Interpellation

Vers un plus large échange international des services financiers

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133765

13.3702 – Interpellation

Système de surveillance pénale des télécommunications. Quo usque tandem?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133702

13.3659 – Motion

Solution d'urgence pour le langage parlé complété

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133659

13.3653 – Postulat

Correction de l'effet antisocial des déductions touchant à l'assiette de l'impôt sur le revenu

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133653

13.3651 – Postulat

Limitation de la dépendance de la Suisse par rapport au système financier des Etats-Unis

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133651

13.3480 – Interpellation

Alerte des établissements de soins et des cantons d'une usurpation du titre de médecin ou de soignant

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20133480